8e Année. — N° 129. — 10 Juin 1932. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La fin de la seconde révolution allemande

La première révolution allemande, celle de 48, n'avait duré que quelques mois ; le régime établi par la seconde révolution allemande, celle de 1918, aura duré un peu plus de dix ans. La première fut conduite par la bourgeoisie libérale, la seconde par la social-démocratie, parti ouvrier. Dans les deux cas l'échec a été aussi lamentable ; dans les deux cas ce ne fut qu'un long suicide de ceux que la Révolution avait portés au pouvoir. On trouvera plus loin les pages de Marx sur les derniers jours de la révolution prussienne de 48 ; rien n'est plus actuel ; ajoutez aux hobereaux les magnats, et à la Cour l'Etat-Major, et vous aurez la description exacte des évènements qui viennent de se produire et de ceux qui vont suivre.

En face d'une telle répétition de l'histoire — à près d'un siècle d'intervalle — dans des conditions économiques et politiques toutes différentes, on en arrive à se demander si l'on n'est pas en présence d'une véritable impuissance congénitale du peuple allemand. De cette impuissance ne faut-il pas en rechercher la raison dans ce que Bakounine, traitant de ces mêmes événements de 48, considérait comme le défaut primordial des allemands : le manque de discipline ; cette discipline spontanée qui l'avait au contraire émerveillé en février, chez les ouvriers parisiens (1). Car, ne nous y trompons pas, la discipline n'est pas de se grouper sous un chef pour marcher ensemble au pas de l'oie, ce n'est pas davantage d'appartenir à un parti et d'y payer régulièrement ses cotisations ; ces formes extérieures de la discipline ne sont au contraire que la preuve d'un manque de discipline interne. La vraie discipline c'est d'avoir le sens de l'action, c'est comprendre le geste à faire, l'acte qu'en face d'une situation donnée il faut accomplir, coûte que coûte, et subordonner tout le reste à l'accomplissement de cet acte.

L'acte que, depuis de longs mois, il fallait, de toute évidence, accomplir, c'était la réalisation du front unique de la classe ouvrière. Or, malgré les efforts des petits groupes de l'opposition communiste et du jeune parti socialiste ouvrier, aucun front unique n'a été réalisé. Ce n'est que ces tout derniers jours, après le débarquement de Brüning, que le Comité central du Parti Communiste allemand a proposé un front unique aux différentes organisations ouvrières, et — au moment où nous écrivons — nous ignorons encore quel sort a été réservé à cette tardive proposition.

L'histoire de ces quinze dernières années se résume en ceci : pendant que les uns, selon l'expression de Bakounine, « s'offraient chaque soir, en manière de divertissement, une petite insurrection » (1), les autres, « par crainte des éléments les plus énergiques » tout comme en 48, ont livré la République allemande, pieds et poings liés, à la plus sinistre réaction : la réaction conjuguée de l'ancien régime et du démagogisme hitlérien.

(1) Voir Bakounine : *Confession*, pages 101, 245 et suivantes.

La leçon de la Reichswehr

N'oublions pas que celui qui a renversé Brüning et mis ainsi le point final au dernier acte de la République allemande, n'est pas Hitler, mais Schleicher, chef de la Reichswehr. C'est l'armée, l'armée prétorienne de la Reichswehr, cette armée de professionnels mercenaires dont nous n'avons cessé de dénoncer les dangers — et dont la social-démocratie n'avait pas eu honte de se servir, il y a neuf ans, pour renverser, par la force, le gouvernement des socialistes de gauche de Saxe — qui, aujourd'hui, n'a eu qu'à donner un ordre pour renverser le Chancelier du Reich.

La Reichswehr, et non l'Etat-major de la Reichswehr. Car un état-major, par lui-même, n'est rien, il ne tire de force que de ses troupes, il ne vaut que s'il peut compter sur la fidélité de ses troupes. Or l'Etat-Major allemand n'aurait pas pu, pour son entreprise réactionnaire, compter sur ses troupes, si celles-ci n'avaient point été composées uniquement de soldats de carrière, n'ayant rien à attendre dans leur vie que de leurs chefs, — si l'armée allemande avait été une armée « nationale » recrutée dans tout le peuple. A maintes reprises l'Etat-Major français a tenté, au cours de ces 60 dernières années, d'étrangler la République, mais toujours, au dernier moment, le cœur lui a manqué, et il lui a manqué parce qu'il ignorait si ses soldats, qui n'étaient point, eux, des professionnels, le suivraient. Soyez certains, par exemple, que le général Roget aurait laissé détourner son cheval, le jour de l'enterrement de Félix-Faure, et aurait conduit Déroulède à l'Elysée, si les troupes qu'il commandait n'avaient été composées que d'engagés et de rempilés à la manière de la Reichswehr.

Une armée de professionnels est le pire danger pour les démocraties, même bourgeoises. Suppression de la garde mobile en France, le droit pour

(1) Bakounine : *Confession*, page 122.

l'Allemagne de rétablir chez elle le service militaire obligatoire, telles sont les mesures de « désarmement » immédiates que nous devons poursuivre.

Ministère de réaction

Ce n'est point seulement en Allemagne que la réaction triomphe ! S'il y avait des gens qui avaient encore des illusions sur le parti radical, le refus hautain opposé par Herriot à ces pauvres congressistes socialistes qui s'imaginaient qu'il attendait après eux pour former son ministère, autant que le boom formidable à la Bourse qui suivit ce refus, leur auront, espérons-le, dessiller les yeux. Nous allons vers une législature et des ministères qui, avec, ou non, le concours de Tardieu, seront, de beaucoup, les plus réactionnaires de tous ceux qui ont existé depuis la guerre.

Cette Chambre convient parfaitement pour la besogne de réaction dont la bourgeoisie française a, aujourd'hui, l'impérieux besoin. Car cette Chambre est une Chambre « nationale », c'est - à - dire une Chambre dont la majorité, par la conjonction des radicaux et du centre, réalisera une union quasi parfaite de la bourgeoisie, le front unique des classes possédantes, des gros et des petits possédants.

Cette union « nationale » de la bourgeoisie ne ne réalise généralement que lorsqu'il y a une terrible pilule à faire avaler au prolétariat. Or c'est précisément le cas aujourd'hui : 7 milliards de déficit au moins pour le prochain budget ; par suite de la concurrence, les marchandises françaises, trop chères, ne peuvent plus se vendre à l'étranger. Pour boucler le budget, sans toucher aux possédants, il faut réduire les dépenses ; pour pouvoir battre l'industrie étrangère il faut réduire les salaires. Réduire les dépenses budgétaires par diminution du traitement des fonctionnaires et des dépenses « sociales », — faciliter la réduction des salaires dans l'industrie privée par l' « exemple » de la réduction du traitement des fonctionnaires, par le non - octroi de secours aux chômeurs, et par toutes les mesures de police dont dispose l'Etat, — telle est la double besogne que la bourgeoisie française attend du « radical » Herriot, tout comme la bourgeoisie britannique avait attendu cette même besogne du « travailliste » Mac Donald, car toutes les bourgeoisies savent qu'il n'y a pas mieux que les hommes de « gauche » pour faire œuvre de réaction, non point celle des mots, mais celle des actes.

Nous pouvons être sûrs qu'Herriot et sa chambre radicale ne se déroberont point à l'appel de la bourgeoisie. Si le prolétariat n'oppose point une résistance à mort, il peut s'attendre à ce que, au nom des « intérêts supérieurs du pays », on lui serrera le ventre, comme, depuis 1914, il ne l'a jamais eu serré.

Albert Thomas candidat du Comité des Forges au B.I.T.

La mort d'Albert Thomas nous a valu la confirmation d'un fait dont on se doutait bien, mais qu'il est utile de voir certifier.

Lorsqu'Albert Thomas fut nommé directeur du Bureau International du Travail, qui venait de voir le jour, on ne manqua point, dans certains milieux, de se féliciter de cette «victoire ouvrière». Or, cette « victoire ouvrière » n'était autre que la victoire du Comité des Forges. C'est en effet en plein accord avec celui-ci, et particulièrement avec son secrétaire, tout-puissant alors, Robert Pinot, que Thomas fut nommé à la direction du B.I.T. La chose est affirmée dans l'article nécrologique que Dulot, l'agent le plus actif de la domestication du mouvement ouvrier français au lendemain de la guerre, a consacré à Albert Thomas dans « l'Information Sociale » du 19 mai. Voici en effet ce qu'écrit Dulot (ce qui est souligné l'a été par nous) :

« J'ai été le confident des déceptions et des révoltes d'Albert Thomas, parce qu'ayant pris l'initiative et assumé à moi tout seul l'entière responsabilité d'assurer sa nomination au B.I.T., *grâce au concours du grand patronat français — en particulier, grâce au concours de Robert Pinot* qui, de son vivant, fut le véritable animateur du Comité des Forges — je fus... »

Et plus loin :

« En décidant un Robert Pinot à *confier la gestion* du B.I.T. au socialiste Albert Thomas, il n'était... »

Ainsi donc, la gestion du B.I.T. a été « confié » au socialiste Albert Thomas par Robert Pinot, secrétaire du Comité des Forges. Albert Thomas a été nommé au B.I.T. comme l'homme de confiance du Comité des Forges ; et en même temps, il y a été, hélas ! l'homme de confiance d'une grande partie de la classe ouvrière... Toute l'histoire de la classe ouvrière, durant ces dix dernières années, est là-dedans.

A bas tout impérialisme !

Dans sa dernière réunion, la IIème Internationale a voté une longue motion sur les événements d'Extrême-Orient, dans laquelle elle réclame l'évacuation de la Mandchourie par les Japonais. A cela il n'y aurait rien à dire si une motion ne valait que par ce qu'elle contient, mais elle vaut aussi par ce qu'elle ne contient pas. Or, lorsqu'on est des représentants de grands partis européens, solennellement assemblés pour protester contre un acte d'impérialisme, on ne peut pas oublier que les différents pays auxquels on appartient, ont commis à l'égard de la Chine exactement les mêmes actes de brigandage que ceux que l'on reproche aujourd'hui au Japon, et qu'ils continuent à jouir paisiblement du fruit de leurs brigandages : la motion socialiste est muette là-dessus !

Protester contre l'impérialisme des autres est très bien, mais si cette protestation n'est pas accompagnée d'une protestation et d'une lutte contre l'impérialisme de son propre pays, ce n'est plus de l'anti-impérialisme, ce n'est qu'une rivalité entre impérialismes. Demander l'évacuation de la Mandchourie par le Japon sans demander en même temps celle de Kouang Tcheou Wan par la France, de Hong-Kong par l'Angleterre, et des différentes concessions de Shanghaï, de Canton, d'Hankéou et de Tsien Tsin, cela a juste autant de valeur que les protestations des nationalistes français contre l'impérialisme britannique aux Indes ou celle des jingoes anglais contre les cruautés françaises au Congo.

Cela s'applique d'ailleurs naturellement aussi à l'U.R.S.S. La concession czariste de l'Est-Chinois est exactement du même ordre que les autres « concessions » arrachées à la Chine au cours du XIXème siècle par les autres Etats européens. L'U.R.S.S. ne peut se présenter contre le Japon comme le champion de l'anti-impérialisme que lorsqu'elle sera revenue à la politique de la Révolution, à celle des années 18 et 19, en vertu de laquelle toutes les concessions russes en pays étranger furent solennellement abandonnées. Une guerre de la Russie contre le Japon pour la possession de l'Est-Chinois et la domination sur la Mandchourie du Nord, suite de la guerre czariste de 1905 pour la domination sur la Mandchourie du Sud, aurait juste autant un caractère de défense du régime soviétique, qu'une guerre de la France contre l'Italie pour la possession de la Tunisie aurait celui d'une guerre pour la défense de la République.

Nous avons reçu :

C. Bobrovskaia : *Ivan Babouchkine.* (Bureau d'Editions).

Vie d'un ouvrier russe qui devient révolutionnaire dès l'adolescence, milite avec Lénine, et est fusillé en 1905, en Sibérie.

Kouzbass. (Bureau d'Editions).

La houille de Sibérie unie au fer de l'Oural en un « géant » de l'industrie lourde. A lui seul il produira, en 1938, « *autant que tous les hauts-fourneaux d'Allemagne, d'Angleterre, de France et de Belgique en 1930* ». On en met un coup ! « *Les directeurs de 25 ans... ne mangent littéralement rien, ne dorment pas, ils sont grisés... Toute la masse ouvrière de l'U.R.S.S. est grisée d'enthousiasme...* » Diable ! Mais fait-on du bon travail quand on est gris ?

Panferov : *La Communauté des Gueux*, 2e partie. (Editions Sociales Internationales).

Une histoire de paysans de 1921 à nos jours. De la famine aux Kholkozes par la révolution tractoriale. Le tout romancé et passablement hirsute.

Paul Nizan : *Les Chiens de Garde* (Rieder).

Les Chiens de Garde ce sont les philosophes, et ce qu'ils défendent vous le savez: le système existant où ils trouvent la commodité de leur pensée...

LA LUTTE DU PROLÉTARIAT ESPAGNOL

Avant le 29 Mai

Les événements qui ont précédé et préparé la grande journée de protestation du 29 mai organisée par la Confédération Nationale de Travail ont démontré une fois de plus que la question des déportations administratives est devenue la préoccupation essentielle du prolétariat espagnol.

Par contre, chez les autres classes de la société, les débats sur le statut catalan et le projet de réforme agraire tiennent la première place. Le projet de Statut établi par les disciples de Macia, se voit tous les jours amendé de telle sorte qu'il perd de plus en plus de son caractère primitif. Il en est de même pour le projet de réforme agraire qui, malgré sa modération, est fortement attaqué par les représentants du féodalisme aux Cortès. Ceux-ci ont réussi à obtenir son remaniement de fond en comble, ce qui aboutira très vraisemblablement au retrait même des misérables concessions qu'il faisait aux paysans.

Si la réaction manifeste par là son assurance du succès, c'est qu'elle compte sur le désarroi qui règne actuellement au sein de la classe ouvrière. La partie la plus combative du prolétariat, groupée dans la C.N.T., n'est pas exempte de ce désarroi. Le dernier plenum régional des syndicats de Catalogne, qui se tint à Sabadell, fut rempli, pendant des jours entiers, des accusations haineuses que se lancèrent à la tête partisans de la Fédération anarchiste et disciples des « Trente ». Mais la situation économique est si terrible que, malgré le désordre qui règne dans les forces ouvrières, celles-ci se trouvent obligées de livrer journellement des batailles, qui ne sont point coordonnées entre elles, mais qui, conduites avec la plus grande énergie, arrachent malgré tout souvent des améliorations de détail.

La bataille agraire de Séville

Un des conflits les plus importants de cet ordre est celui qui depuis le 19 mai, englobe presque tous les journaliers agricoles d'Andalousie.

Ceux-ci avaient la coutume, à la veille des moissons, d'imposer par l'action directe des contrats de travail qui leur soient un peu plus favorables que les précédents. Cette année, le gouvernement républicain chercha à faire établir les conditions de travail pendant les travaux de la moisson, par des jurys ruraux mixtes, ou « comités paritaires ». Voyant que les ouvriers adhérant à la C.N.T. se refusaient absolument à reconnaître de pareils contrats, le gouverneur d'Andalousie nomma des commissions techniques qui devaient établir des conventions valables pour les deux parties : patrons et ouvriers. De part et d'autre, ce procédé rencontra une grande opposition. « El Socialista » est obligé de reconnaître que les patrons se refusaient à appliquer les clauses qui leur étaient défavorables. Aussi les ouvriers andalous répondirent en proclamant la grève générale, grève qui dure depuis le 19 mai.

Cette grève s'est étendue du fait que les ouvriers

municipaux de Séville sont entrés eux aussi en lutte, pour leurs propres revendications. De ce fait, dans les rues de cette ville du midi, en pleine chaleur, s'amoncellent des tas d'immmondices qui constituent une grave menace d'épidémies. Le gouverneur répondit en appliquant l'état de siège, en fermant les syndicats, en opérant des arrestations en masse, et effectuant des perquisitions sans nombre. En de nombreux villages, beaucoup de bombes furent découvertes, les unes, sans doute, glissées par des mains policières, mais beaucoup d'autres probablement fabriquées par le prolétariat pour sa propre défense. La rage de la Garde Civile, exaspérée par ces trouvailles et par quelques cas isolés de résistance, fit que les centaines d'ouvriers emprisonnés furent cruellement maltraités dans les prisons de Séville. Les cruautés y furent telles qu'elles viennent de faire l'objet d'une interpellation indignée de la part du député Edouard Ortega y Gasset, député bourgeois pourtant et modéré s'il en fut !

Autres grèves

Sur le fond général des nombreux autres conflits, qui ne cessent plus depuis l'avènement de la République, se détachent deux conflits particulièrement importants : celui des transports automobiles et celui des chantiers du Ferrol.

Le premier fut déclanché par les associations patronales, mais avec celles-ci se solidarisèrent presque partout les chauffeurs. Il s'agissait de protester contre les taxes importantes dont le gouvernement a frappé l'essence. Ces impôts sont l'un des aspects de la lutte entre les compagnies de chemins de fer et les transports sur route qui les concurrencent. Les associations patronales de propriétaires d'automobiles comptent dans leurs rangs de nombreux « artisans » pour qui leur voiture est une sorte d'outil. Quelques compagnies importantes ayant aussi soutenu la grève, celle-ci fut au point de vue arrêt du travail, excessivement étendue. Les propriétaires d'automobiles de Barcelone et des provinces basques ne s'y joignirent cependant point, bien qu'ils approuvaient entièrement l'objectif du mouvement, mais le préavis de 8 jours qui avait été donné au gouvernement leur paraissait trop court pour le réglement d'un problème aussi important. Ce mouvement eut un caractère complètement pacifique et légal. Cependant, le gouvernement, **se basant sur la loi de Défense,** fit arrêter les comités de grève, imposa de fortes amendes et réquisitionna même quelques voitures. Les patrons prirent peur et cessèrent la grève.

Ce fut un tout autre caractère que présenta la grève des bras croisés sur les chantiers de construction navale du Ferrol. Celle-ci avait pour cause le renvoi de certains ouvriers sous le prétexte de manque de travail. Les ouvriers syndiqués à la C.N.T. et ceux organisés dans l'Union Générale des Travailleurs (socialiste) furent unanimes à participer au mouvement. Ils avaient aussi le soutien des petits commerçants car ces derniers savaient que l'ouvrier qui ne travaille pas ne peut pas acheter non plus. La municipalité (sous l'influence de l'autonomisme galicien) était, elle aussi, d'accord avec les grévistes.

Mais l'accord entre membres de la C.N.T. et ceux de l'U.G.T. fut encore plus nettement réalisé parmi les travailleurs du bassin minier de Union, près de Carthagène. Les deux organisations syndicales locales y furent unanimes pour protester par une grève contre le chômage et les renvois continuels d'ouvriers.

Ainsi nous constatons que les cas de véritable front unique entre C.N.T. et U.G.T. deviennent toujours plus fréquents. Souhaitons que la pression à la base soit assez forte pour obliger ces organisations à cesser leur lutte fratricide et à réaliser une vraie unité ouvrière.

L. NICOLAS.

P.S. — Il est trop tôt pour que nous puissions parler avec détails de la journée du 29 mai, mais ce que nous devons dire, dès maintenant, c'est que la presse bourgeoise et social-démocrate ment lorsqu'elle présente cette journée comme une tentative révolutionnaire, ayant pour but le renversement du gouvernement espagnol actuel. Le *Populaire* du 28 mai parle, dans un article de Rosenfeld, de cette journée comme étant dirigée contre la République et devant favoriser une réaction militaire, fasciste ou monarchiste. C'est faux. Rosenfeld ne devrait pas ignorer que la journée du 29 mai eut un but tout à fait précis : protester contre les déportations administratives, contre la fermeture des syndicats et contre la Loi de Défense. Par la voix de son organe, *Solidaridad Obrera*, la C.N.T. a strictement limité, et à maintes reprises, les mots d'ordre de la journée de protestation ; de plus, la C.N.T. a précisé clairement le caractère légal des moyens de protestation qui devaient être employés : manifestations, affiches, meetings. Ce n'est pas de la faute de la C.N.T. si le gouvernement espagnol, avec l'approbation du parti socialiste espagnol et des hommes du parti socialiste français comme Rosenfeld, a interdit tous les moyens légaux. En tant que membre du parti social-démocrate russe, Rosenfeld devrait savoir que quand les voies légales sont barrées, on suit les voies illégales. Quand le travailleur espagnol se voit privé du droit d'avoir un syndicat, de faire des réunions et des meetings, fatalement il est amené à recourir aux bombes.

La semaine de 40 heures

NOTRE ENQUETE

Nous commencerons à publier la quinzaine prochaine les premiers résultats de l'enquête sur la semaine de 40 heures qu'a ouverte l'article de Daniel Guérin dans notre dernier numéro. Nous prions nos lecteurs, tous nos lecteurs, de bien vouloir se hâter de nous envoyer leur réponse, qu'ils auront à adresser à la « Révolution Prolétarienne » 54, rue du Château d'Eau, Paris (Xe).

Nous rappelons les principaux points de notre questionnaire :

— **Au moment où la crise mondiale fait apparaitre une monstrueuse disproportion entre les progrès de la technique et le labeur ouvrier, pensez-vous que les circonstances soient favorables pour engager, nationalement et internationalement, une campagne en vue d'une nouvelle réadaptation du temps de travail aux forces productives ?**

— **Pensez-vous que le risque de réduction des salaires hebdomadaires qu'impliquerait la « semaine de 40 heures », telle que l'entendent les partisans du « short time », doive nous rendre circonspects sur cette revendication ; ou que l'essentiel soit de faire inscrire dans un texte de loi la réduction de la durée du travail, la défense des salaires dépendant surtout de la combativité ouvrière ?**

L'OPINION D'UN OUVRIER ALLEMAND

Quinze mois en U.R.S.S.

Nous empruntons à Kampruf, l'organe des Conseils d'usine (Betriebsräte) d'Allemagne, le récit suivant, écrit par un ouvrier mécanicien qualifié de Berlin.

A cause des conditions économiques existant en Allemagne en 1930, et des compte-rendus publiés par la presse d'extrême-gauche, je décidais de participer activement à l'édification du socialisme dans l'Union des Soviets.

***

Donc, en décembre 1930 nous partîmes, à 20 ouvriers, pour la Russie. Nous franchîmes la frontière allemande, la Lithuanie, la Lettonie et finalement arrivâmes au pays tant désiré. La station Brigossowo était la station frontière ; c'est là que nous apparurent les premiers soldats de l'armée rouge. Nous les saluâmes d'un vigoureux « Rot Front » (Front rouge). J'eus alors l'impression que c'était une comédie. Et cette supposition fut bientôt confirmée. Les soldats rouges n'attachèrent aucune attention à notre arrivée ; ils nous donnèrent l'ordre de passer à la douane avec nos bagages. Nous nous figurions que le contrôle douanier ne s'appliquerait pas à nous qui venions comme spécialistes pour la réalisation du plan quinquennal. Nous fîmes expliquer par notre homme de confiance que nous nous refusions à y porter nos bagages, d'ailleurs peu nombreux. Après des pourparlers, on consentit, par exception, à ce que la visite eut lieu dans le train. L'incident réglé, je demandais à un camarade du parti ce qu'il en pensait. Il donna à entendre que ça avait toujours été un peu bureaucratique. Peu de temps après, nous étions à Moscou. Un autobus nous conduisit au « Grand Hôtel » (genre Adlon à Berlin). Une petite chambre nous était destinée. Nous prîmes notre repas de midi. A côté était une grande salle où des gens déjeunaient en musique. Je demandais à un camarade russe ce que c'était : « Oui, fut la réponse, c'est la bourgeoisie finissante... »

Le soir le voyage continua et le lendemain matin nous arrivâmes à destination. Après nous être installés dans notre chambre, nous nous rendîmes le lendemain à l'usine avec l'interprète et nous fûmes répartis dans nos équipes respectives. Les rapports de travail avec les camarades russes étaient bons. De même, nos logements étaient agréables. A l'usine, de nombreux transparents étaient affichés avec différents mots d'ordre destinés à accélérer la production afin de réaliser le plan quinquennal en quatre ans. Plus loin, on trouvait des diagrammes avec les chiffres les plus impossibles. Chaque équipe a son journal mural, où sont publiées toutes sortes de communications de caractère général ou privé (et même des secrets d'alcôves). Pour les camarades russes c'était une chose très désagréable que d'être critiqué sur le journal mural.

L'ORGANISATION DE L'USINE

Les entreprises industrielles russes sont dirigées par ce que l'on appelle le « Trois coins », (comité d'entreprise, comité de parti, et direction). Le temps de travail était, dans les premiers temps, de 8 heures pendant 4 jours ; aujourd'hui, il est de 7 heures pendant 5 jours. Les salaires sont très différents les uns des autres, car on travaille toujours aux pièces. Si nous, comme étrangers, gagnions 325 roubles par mois, un russe, faisant le même travail qualifié, gagnait 160 à 200 roubles. Les jeunes camarades gagnaient 60 à 100 roubles. Les femmes, occupées au nettoyage des salles, recevaient 40 à 60 roubles par mois ; les ouvrières qui travaillaient aux machines 60 à 100 roubles ; les hommes, aux machines, 80 à 150 roubles. Le paiement du salaire se faisait par un acompte le 25 du mois et le solde le 10 du mois suivant. Il arrivait souvent qu'au moment de la paie l'argent manquait, et qu'il fallait attendre 5, 6, 7 et même 9 jours pour toucher son salaire. Comme je demandais aux camarades russes, pourquoi ils ne réclamaient pas, on me répondit : si quelqu'un proteste, il peut être sûr d'être mis à la porte de son logement par le Guépéou.

En dehors des transparents, il y a de nombreux moyens pour créer la concurrence entre les ouvriers : par exemple le système des entraîneurs, et celui des primes. Le premier se nomme en russe « Udarnick-Brigade » ou « Brigade de choc ». L'entraîneur reçoit une « carte-Udarnick », qui lui permet d'acheter à la coopérative. Grâce à elle, il ne fait pas la queue, et paie les marchandises moins cher que les camarades qui ont attendu 2 ou 3 heures. Il y a aussi le système des primes. Les meilleurs ouvriers reçoivent une prime sous forme d'objets de consommation, d'argent, ou de séjour dans un lieu de repos. Pour la distribution des primes, le camarade désigné par le comité d'usine se met en relation avec le chef de l'équipe et fait des propositions. On peut facilement imaginer ce que peut produire un tel système ! Par la suite, le «Trois coins» a décidé de l'abandonner et a instauré à la place, un bureau de rationalisation.

« RATIONALISATION »

Celui-ci avait pour tâche de rationaliser l'entreprise. Il y est arrivé en partie, mais en grande partie il échoua. Car si les machines modernes existent, il faut en plus, pour créer des entreprises modernes comme Siemens, A.E.G., etc., une certaine expérience pour utiliser ces machines. Or, souvent on peut observer que la direction d'usine reçoit des machines mais ne peut les installer dans l'usine. Et la Russie veut, au point de vue technique, dépasser le monde capitaliste à la fin du plan quiquennal !

Il faut savoir qu'aujourd'hui, dans l'union des soviets, le travail aux pièces est instauré. Aussi à l'atelier tout est chronométré. La rectification d'un

canon de fusil, payé d'abord 14 kopeks ce qui procurait un gain mensuel de 600 roubles environ, a été abaissé à 12 kopeks. Puis la réduction suivante amena le prix à 8 kopeks, soit 400 roubles. Aujourd'hui on en est à 3 kopeks soit moins de 200 roubles. Il en est de même dans les autres parties. Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que les sommes ci-dessus sont gagnées en moyenne. Il y a des cas où un ouvrier aux pièces ne gagne que 60 roubles par mois. Parfois, les prix sont si bas qu'il est absolument impossible d'exécuter le travail à de tels prix ; le calculateur est alors appelé et des scènes souvent violentes se produisent. A côté de la rationalisation, il y a aussi ce que l'on appelle «bries». Ce bureau a le devoir d'essayer tous les perfectionnements. Si un camarade a trouvé une amélioration, il fait un croquis et l'adresse avec une notice au «Bries». Après essai, le camarade reçoit avis de l'acceptation ou du rejet.

J'affirme que 70 à 80 % des propositions faites sont rejetées sans motif. Il arrive souvent que les dessins péniblement établis par les camarades pendant leurs loisirs sont perdus au « Bries ». Si l'ouvrier qui propose une amélioration est membre du Parti, il est convoqué, et alors, dans beaucoup de cas la proposition est acceptée et une prime accordée. Il faut remarquer que par suite des bas salaires les ouvriers russes sont obligés de faire des heures supplémentaires pour gagner en plus quelques roubles et s'acheter de la nourriture sur le « marché » (commerce libre).

LES REUNIONS D'USINE

Maintenant, parlons du travail d'organisation politique à l'usine, tel que je l'ai vécu moi-même ; car dans la presse communiste on a écrit sur ce sujet beaucoup de choses qui ne correspondent pas à la réalité. Ainsi, par exemple, on vous fait savoir un jour qu'une réunion aura lieu. On peut dire que les réunions d'usines sont suivies à 100 % car on a des moyens d'obtenir ce pourcentage. Ou bien la boîte où se trouvent les bulletins de sortie des ouvriers n'est ouverte qu'à la fin de la réunion, ou bien, lorsqu'on se présente à la porte de l'usine, on ne peut sortir, car des soldats rouges font barrage ! Ainsi on est obligé d'assister à la réunion. En général on vote de la façon suivante : un représentant du comité du parti lit une résolution : « qui est pour, levez la main ! » Pas d'épreuve contraire. En moyenne 10 à 15 % votent. Le lendemain on entend les copains rouspéter. Je demande : « Mais pourquoi n'as-tu pas, hier, parlé et voté contre la résolution ? » — « Eh ! m'est-il répondu, on ne peut pas, sinon on est un imbécile ». Ce que le camarade entend par là est très clair. Car il y a toutes sortes de beaux procédés : retrait de la carte « Udarnick », travaux où l'on ne peut presque rien gagner malgré les plus grands efforts, etc. De même pour les emprunts industriels : malheur à qui ne souscrit pas ! Mais cela ne s'appelle pas l'emprunt obligatoire, car la souscription est « volontaire » ! Je connaissais des camarades dans différentes régions de l'Union, j'étais en relations par lettres avec eux, et j'ai pu établir que le même système règne partout.

RATIONS ET RATIONS

Quelques mots sur les moyens d'existence de la population. Tout ouvrier, qui travaille dans une usine, reçoit un carnet, avec lequel il peut acheter à la coopérative de l'usine ce dont il a besoin. Nous autres, étrangers, avions un magasin spécial, comme les ingénieurs, les jeunesses communistes, le Guépéou et les Udarnicks. Il y a ainsi six cartes d'achat différentes. Chaque catégorie ne peut acheter au magasin d'une autre catégorie. Malgré cela, on parle toujours d'**une** classe ouvrière... Par ce mode de répartition, l'ouvrier russe est traité extrêmement mal, car il trouve peu de choses à sa coopérative. L'ingénieur étranger reçoit la grosse ration, l'ouvrier étranger la petite ; la grosse ration c'est 3 kgs de beurre par mois, la petite 1 kg et pareillement pour les autres produits. L'ouvrier russe n'a droit qu'à 200 gr. de beurre, et encore quand il y en a. J'ai demandé, un jour, pourquoi les ingénieurs ont la grosse ration et non les ouvriers. On m'a répondu : l'ingénieur a la valeur d'un spécialiste et l'ouvrier non. A mon avis, cela n'a rien à voir avec le communisme. L'ouvrier russe maintient sa vie avec tout juste du pain sec et de l'eau sucrée.

Lorsqu'on apprend que des bottes ou autres marchandises semblables sont arrivées à la coopérative, une centaine d'individus se pressent pour recevoir au moins quelque chose cette fois-ci ; il faut prendre patience pendant 2 heures. Si un ouvrier, par faveur, a une carte Udarnick, il n'a pas à faire la queue et a le droit d'être servi de suite. Il paie 9 roubles pour une paire de bottes, alors que des camarades n'ayant pas de carte, la paient 25 roubles. De plus : le camarade directeur habite avec sa femme et son chien un grand appartement de 3 pièces et l'ouvrier n'a en moyenne qu'une pièce pour toute sa famille. Le directeur rouge ne paie pas de loyer ; l'ouvrier en paie un élevé. Le directeur achète ses vivres à la coopérative pour étrangers à Moscou. Ici l'on peut dire : de communisme pas trace... Mais l'ouvrier doit se priver. Que dirait la presse ouvrière, si des usines comme A.E.G., Siemens n'avaient pas d'argent le jour de la paye et ne distribuaient les salaires que le lendemain ? Dans les derniers temps, c'était pour nous la règle d'être payés avec 7 à 9 jours de retard. Là encore, l'ouvrier russe ne doit pas murmurer, sinon il peut être sûr d'être chassé de son logement par le Guépéou.

Parmi les gens du pays, ces méthodes sont considérées en grande partie comme justes, parce qu'elles maintiennent la discipline du parti !

TRAVAIL DE CELLULE

Ce sont les camarades allemands qui font là-bas les plus mauvais coups et ils ne contribuent certainement pas à réaliser le communisme. Il est étrange que ceci se produise chaque fois que plusieurs allemands sont ensemble. Des cinquante ouvriers étrangers (allemands et autrichiens) quatre étaient venus en Russie avec leur carte du Parti. Au lieu de se faire admettre dans le parti russe, ces camarades constituèrent une cellule, soi-disant allemande. Par la suite, cette cellule a compris 18 camarades et 4 jeunes qui créèrent une cellule de jeunesse communiste. Cet appareil voulut décider du bonheur de tout le groupe allemand, ce qui naturellement provoqua une vive résistance. Il est advenu que des camarades du parti se sont permis cette expression : « Je vous tuerai comme des chiens ».

Il est désagréable de dépeindre tous ces travaux « culturels » des camarades de la fraction. Je ne

veux qu'en mentionner un. Il est établi que la majeure partie de cette fraction se prélassait avec amour en Allemagne, dans les associations bourgeoises, ou ne s'occupait de rien. En Russie, elle fut la première, et le plus vite possible, dans le parti. Un jour la cellule adressa une pétition à la direction, demandant qu'un conseil d'entreprise, allemand, fut créé. Ce qui fut fait. Les élections à ce conseil furent préparées par la clique de la fraction. Les camarades russes ne pouvaient comprendre pourquoi les allemands avaient voulu une « République autonome ». On pouvait bien se mettre d'accord sur une représentation à l'intérieur du comité d'usine. En quoi s'est signalé le travail pratique du conseil d'entreprise allemand ? Le premier travail fut qu'un membre du conseil, le camarade Ulrich, menaça du bâton un camarade qui n'était pas de son avis ; celui-ci se plaignit à la direction et Ulrich reçut une réprimande. Comme l'arrogance du conseil d'entreprise était sans bornes, les camarades se concertèrent et se plaignirent à l'inspection du contrôle ouvrier et paysan. Quelques jours plus tard, l'inspection intervint et le conseil allemand fut dissous. Nos fractionnaires firent tristes figures. De rage, ils employèrent tous les procédés contre les camarades qui n'étaient pas du Parti. Ils ne reculèrent pas devant les coups de bâton. Les membres du parti appelent cela « du travail d'éducation politique »... Ceci correspond sans doute à la conception du parti allemand actuel : quand l'esprit échoue, on emploie les moyens physiques. Il était aussi à l'ordre du jour, de calomnier auprès de toutes les autorités les camarades non membres. Toutes ces machinations furent connues par les russes... il n'y eut personne qui intervint pour y mettre fin.

LA HAUSSE DES LOYERS ET DES PRIX

Je veux maintenant vous parler des loyers. Au début de 1931, pour un appartement de 3 pièces on payait environ 60 roubles, pour 2 pièces 35 à 40 roubles et pour une pièce 18 à 20 roubles. Aujourd'hui, ces appartements coûtent respectivement 130, 100 et 70 roubles, bien que les salaires soient dans l'ensemble restés les mêmes.

Quand, dans la presse communiste, on prétend que les salaires ont augmenté de 100 %, c'est un mensonge. Il faut remarquer que dans le prix de ces loyers sont compris le chauffage, la lumière et l'eau. Mais cela ne change rien au fait qu'en un an les loyers ont augmenté de 100 %. Par contre, deux directeurs habitaient, dans notre maison, un grand appartement de 3 pièces... gratuitement. L'ouvrier russe doit, lui, se contenter d'une pièce et souvent, en plus de sa famille, il loge encore avec lui ses parents. J'ai connu un camarade qui avait 5 enfants. Dans sa chambre il y avait un lit où il couchait avec le plus petit (âgé de 5 mois) ; sa femme et les 4 autres enfants couchaient par terre. Ce cas n'est pas isolé. J'ai connu également un jeune camarade (17 ans) qui a couché pendant 2 mois à l'usine sous un établi. Grâce à mon intervention auprès du comité d'usine, ce jeune homme a obtenu une place à la maison commune.

Par suite de la situation misérable où se trouvent les russes, on nous demandait fréquemment d'avoir, par notre coopérative, des aliments ou autres marchandises, mais il était sévèrement interdit aux étrangers d'apporter quoi que ce soit aux camarades russes. Le russe, fumeur passionné, ne reçoit que 8 paquets de cigarettes par mois. Par solidarité, j'ai donné au moins quelques cigarettes, prises sur ma part. Là encore il fallut se battre avec les communistes, forts en gueule.

La commission de la coopérative ne voulait pas vendre de marchandises à une camarade russe, qui vivait avec un allemand et ses 3 enfants, parce qu'ils n'étaient pas mariés. A côté de cela, deux camarades allemands du Parti vivaient maritalement avec des femmes d'Allemagne « mais naturellement c'était tout à fait différent ». On n'avait pas honte d'enlever les meilleures parts aux russes et en même temps de refuser un morceau de pain aux petits enfants des russes. C'est ce que l'on appelle « la culture allemande ». Par ces procédés on est arrivé à ce qu'une grosse partie de dignes camarades ont fait leurs paquets et sont retournés en Allemagne. Le plus extravagant de ce que les russes ont à supporter, c'est qu'à partir du 1er février 1932 les prix des aliments et autres produits ont augmenté de 100 %. J'ai plusieurs fois essayé de chercher les raisons de cette mesure, mais n'y suis pas arrivé. J'ai demandé à mes camarades russes, ce qu'ils pensaient de l'élévation des prix ; ils pensent qu'avec toutes ces méthodes Staline tord le coup à l'Union Soviétique.

LE RETOUR

J'ai supporté cette imposture pendant 15 mois, puis je me suis décidé à faire, moi aussi, mes paquets, bien que je n'ai en Allemagne ni logement ni travail. Mais je me suis dit : je pourrais toujours recevoir chaque jour un morceau de pain sec, un concombre aigre, un verre de thé, et des pommes de terre, sautées dans la margarine. Je donnais mon congé, et avec moi 7 camarades. Lorsque la direction l'apprit, on cria de Moscou et 2 camarades vinrent pour rechercher les causes de notre départ. On promit avec assurance d'apporter des améliorations : diminution des loyers, meilleurs aliments, etc. Nous avons maintenu notre décision et le 23 février nous partîmes pour Moscou ; là, on nous renvoya d'un bureau à l'autre pendant 10 jours. On nous fit toutes sortes de difficultés inimaginables. Ainsi, il n'y avait pas de logement pour nous, et il fallut nous débrouiller. Lorsque je quittais la ville, où j'avais travaillé, j'avais 700 roubles en poche. Le dernier soir, lorsque nous avons voulu enregistrer nos bagages, il me manquait 80 roubles et si un camarade ouvrier de Moscou ne m'avait pas avancé cette somme, j'aurais dû laisser mes bagages en Russie. Comme récompense pour avoir participé activement à l'édification socialiste pendant 1 an 1/4 on nous donna 10 marks à la frontière... Cela me conduirait trop loin de dépeindre la bureaucratie russe. Je veux seulement donner un conseil : si un camarade veut aller en U.R.S.S. pour travailler, il doit se faire donner par écrit un contrat ; sinon, il sera trompé dès le début. Je dois déconseiller à tous d'aller en U.R.S.S. pour un contrat de 150 roubles par mois (car un prolétaire ne reçoit pas davantage). Il doit en effet payer son voyage jusqu'à la frontière et de la frontière à destination.

***

Après tout ce que nous avons vu et vécu pendant 15 mois, on arrive à cette conviction qu'il est impos-

sible de réaliser le communisme en un seul pays, surtout en un pays où le parti se donne seul le droit de décider, avec la plus grande brutalité ; car il est absolument interdit à toute autre pensée politique de se développer. Malgré tout ce que j'ai vécu, je continuerai à lutter pour le véritable communisme et je ne tournerai pas vers le fascisme, comme on nous le reproche en Russie. Mais il y en a beaucoup qui seront poussés dans les bras du fascisme par les procédés des bolchevicks. C'est en tout cas un fait, que ne peut cacher aucune « Rothe Fahne », qu'il n'est pas question de socialisme en Union Soviétique. Il s'y est développé un capitalisme d'Etat, qui, à mon avis, est beaucoup plus dangereux et plus brutal que le capitalisme privé.

F. K.

Chez les bourgeois

Comment Paul Doumer vendit sa conscience

Les coups de revolver du russe-blanc Gorguloff ont été pour la presse bourgeoise une occasion de se pâmer sur Paul Doumer enfant du peuple, fils de ses œuvres, parvenu, par la grâce de notre belle démocratie, aux plus hautes charges de l'Etat.

Mais on sait moins comment, jadis, Paul Doumer a trahi ses origines, passé définitivement du côté du manche.

C'était en décembre 1896. Doumer, un des chefs les plus intransigeants de l'opposition radicale, s'était conquis une réelle popularité par sa campagne en faveur de l'impôt sur le revenu. Brusquement, on apprit un soir, en pleine bataille électorale précédant les élections sénatoriales, que le ministère réactionnaire Méline faisait de lui un vice-roi de l'Indochine ! Ce fut un beau scandale. Un à un, ses anciens amis politiques, Léon Bourgeois en tête, durent le désavouer. Et le *Journal des Débats* lui-même écrivit (29 décembre): « *Nous n'hésitons pas à dire que de pareils actes de gouvernement mettent au même niveau ceux qui les font et ceux qui en profitent.* »

Mais ce fut Jaurès qui stigmatisa le plus éloquemment ce dégoûtant marché. Dès le 31 décembre, dans la *Petite République*, parlant de la « louche combinaison indochinoise » il s'était écrié: « Il faut que la Chambre dise si elle accepte, si elle approuve ces procédés de gouvernement, qui consistent à transformer en grands fonctionnaires les chefs de l'opposition. »

Et le 16 janvier 1897, il montait à la tribune, évoquait ces « milliers de petites et braves gens », ces « milliers de petits bourgeois, d'artisans, de paysans, d'ouvriers » qui s'étaient fait des illusions sur le leader radical, sur l'homme de l'impôt sur le revenu. Et il ajoutait: « Que signifiez-vous à ces hommes, à ces braves gens, à ces humbles par la décision qui a causé partout une douloureuse surprise ? Vous leur signifiez que lorsqu'un homme se lève et parle au nom des humbles et des petits, s'il soutient une politique qui n'est pas la politique du gouvernement, et si le gouvernement ne peut pas le briser, s'il ne peut l'abattre, il reste au moins au pouvoir une ressource: celle de le lier d'une ceinture dorée d'Annam ou du Tonkin ! »

En février, Doumer partait pour l'Indochine. Il allait y faire fortune et installer définitivement la domination de l'impérialisme français sur le peuple annamite.

Son avenir politique était assuré: l'enfant du peuple avait vendu sa conscience.

D. Guérin.

PAGES D'HIER... ET D'AUJOURD'HUI

LES CAPITULARDS

LONDRES, Mars 1852.

Le 1er novembre Vienne tomba et le 9 du même mois la dissolution de l'Assemblée constituante à Berlin montra combien cet événement avait du coup ranimé les esprits et les forces du parti contre-révolutionnaire.

On a bientôt fait de raconter les événements de 1848 en Prusse. L'Assemblée constituante, ou plutôt « l'Assemblée élue pour s'entendre avec la couronne sur une constitution », et sa majorité de représentants des intérêts bourgeois, avaient depuis longtemps perdu l'estime publique, pour s'être prêtées à toutes les intrigues de la cour, par crainte des éléments les plus énergiques de la population. Elles avaient confirmé ou plutôt rétabli les privilèges détestés de la féodalité et trahi ainsi la liberté et les intérêts de la paysannerie. Elles n'avaient pu ni élaborer une constitution, ni améliorer en aucune façon la législation générale. Elles s'étaient occupées presque exclusivement de subtiles distinctions théoriques, de pures formalités et de questions d'étiquette constitutionnelle. L'Assemblée, en fait, était plutôt une école de savoir-vivre parlementaire pour ses membres qu'un corps auquel le peuple aurait pu s'intéresser. Au demeurant, les deux côtés de l'assemblée se tenaient en parfait équilibre, et la majorité dépendait presque toujours des centres flottants dont les oscillations de droite à gauche et de gauche à droite renversèrent d'abord le ministère de Camphausen, ensuite celui de Auerswald et Hansemann. Mais tandis que les libéraux, ici comme partout ailleurs, laissaient ainsi échapper l'occasion, la cour réorganisait les éléments de sa puissance dans la noblesse et la partie la plus arriérée de la population rurale, aussi bien que dans l'armée et la bureaucratie. Après la chute de Hansemann il se forma un ministère de bureaucrates et d'officiers militaires, tous de fermes réactionnaires, mais qui cependant faisaient semblant de céder aux demandes du Parlement ; et l'Assemblée, adoptant le principe commode : « Les mesures, non les hommes », se laissa duper au point d'applaudir à ce ministère sans avoir des yeux pour voir la concentration et l'organisation des forces contre-révolutionnaires qu'il poursuivait assez ouvertement. Enfin, au signal donné par la chute de Vienne, le roi congédia ses ministres et les remplaça par des « hommes d'action » sous la direction du premier ministre actuel, Manteuffel. Pour le coup la rêveuse Assemblée s'éveilla et se rendit compte

du danger ; elle vota un ordre du jour de manque de confiance dans le cabinet, auquel on répondit aussitôt par un décret qui transférait l'Assemblée de Berlin, où en cas de conflit elle pouvait compter sur l'appui des masses, à Brandebourg, une petite ville provinciale qui dépendait entièrement du gouvernement. L'Assemblée déclara qu'elle ne pourrait être ajournée, déplacée ou dissoute sans son propre consentement. Entre temps, le général Wrangle entrait à Berlin à la tête d'environ 40.000 hommes de troupes. Dans une réunion des autorités municipales et des officiers de la garde nationale, on prit la résolution de ne point offrir de résistance. Et maintenant, après que l'Assemblée et ses constituants, la bourgeoisie libérale, eurent permis au parti réactionnaire coalisé d'occuper toutes les positions importantes et d'arracher de leurs mains à peu près tous les moyens de défense, commença cette grande comédie de la « Résistance passive et légale », qui dans leur pensée devait être une glorieuse imitation de l'exemple de Hampden et des premiers efforts des Américains dans la guerre de l'indépendance. Berlin fut déclaré en état de siège et Berlin se tint tranquille ; la garde nationale fut dissoute par le gouvernement et elle déposa les armes avec la plus grande ponctualité. L'Assemblée pendant une quinzaine de jours fut traquée d'un lieu de réunion à un autre et partout dispersée par le militaire ; et les membres de l'Assemblée supplièrent les citoyens de rester tranquilles. Quand, enfin, le gouvernement prononça la dissolution de l'Assemblée, celle-ci vota une résolution déclarant illégale la levée des taxes, et ses membres parcoururent le pays pour essayer d'organiser le refus des taxes. Ils s'étaient déplorablement trompés dans le choix des moyens. Au bout de quelques semaines agitées, suivies de mesures sévères de la part du gouvernement contre l'opposition, tout le monde abandonna l'idée de refuser les taxes pour complaire à une assemblée défunte, qui n'avait même pas eu le courage de se défendre.

Savoir si au commencement de novembre 1848, il était trop tard déjà pour tenter une résistance armée, ou si, en face d'une opposition sérieuse, une partie de l'armée aurait passé du côté de l'Assemblée et eût ainsi décidé la chose en sa faveur, c'est là une question qui ne sera jamais résolue peut-être. Mais en révolution comme en guerre il faut toujours attaquer de front : qui attaque prend l'avantage, et en révolution comme en guerre il est de la dernière nécessité de tout hasarder au moment décisif, quels que soient les risques à courir. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire d'une révolution victorieuse qui ne démontre la vérité de ces axiomes. Or, pour la révolution prussienne, le moment décisif était arrivé en novembre 1848 ; l'Assemblée officiellement à la tête de tout le mouvement révolutionnaire, loin de faire face à l'ennemi, reculait à mesure que celui-ci avançait ; elle attaquait bien moins encore, puisqu'elle ne se défendait même pas, et quand vint le moment critique où Wrangel, à la tête de 40.000 hommes, frappait aux portes de Berlin, au lieu de trouver, comme lui et ses officiers s'y attendaient, toutes les rues hérissées de barricades et toutes les fenêtres transformées en meurtrières, il trouvait les portes ouvertes, et, en fait d'obstruction dans les rues, rien que de paisibles bourgeois berlinois qui se gaussaient de la bonne farce qu'ils lui avaient jouée en se livrant pieds et poings liés aux soldats stupéfaits. Il est vrai que l'assemblée et le peuple, s'ils eussent résisté, auraient pu être battus ; Berlin aurait pu être bombardé et des centaines d'hommes auraient pu être tués sans empêcher la victoire finale du parti royaliste. Ce n'était pourtant pas une raison pour déposer les armes à la première attaque. Une défaite au bout d'une lutte opiniâtre vaut, pour l'importance révolutionnaire, une victoire facilement remportée. Les défaites de Paris, en juin 1848, et de Vienne, en octobre, avaient certainement plus fait pour révolutionner l'esprit du peuple de ces deux villes que les victoires de février et de mars. L'assemblée et le peuple de Berlin auraient probablement partagé le sort de ces deux villes, mais ils seraient tombés glorieusement et auraient laissé derrière eux dans l'âme des survivants une soif de revanche qui, en temps de révolution, est le plus énergique, le plus puissant aiguillon à l'action. Il va de soi que quiconque relève le gant risque d'être battu ; est-ce une raison pour qu'il s'avoue battu et se rende sans coup férir ?

Celui qui en temps de révolution commande une position décisive et la livre, au lieu de forcer l'ennemi d'en tenter l'assaut, mérite, sans exception, qu'on le traite de traître.

KARL MARX

«La réduction des traitements des fonctionnaires est actuellement envisagée par une importante fraction de l'opinion. Il semble que les compagnies de chemins de fer aient l'intention de donner l'exemple à l'Etat : les grands réseaux songeraient à comprimer, avant une année, de 10 % environ les salaires qu'ils allouent à leurs agents. »

L'Information (27 mai 32).

SOUSCRIVEZ POUR LES GRÈVES

Parmi nos Lettres

La C.G.T.U., fossoyeur du P.C. Il avait été indiqué dans la « R.P. » du 10 mai qu'à Vienne, en 1928, le candidat communiste, Berlioz, avait eu 1076 voix. Ce chiffre avait été pris dans un quotidien provincial de l'époque. Un camarade nous écrit pour nous dire que ce chiffre est faux :

Ce n'est pas 1076 voix qu'a eu Berlioz dans la première circonscription de Vienne en 1928, mais 1672 au premier tour, et 900 au second, alors que Richetta n'a cette fois, dans la même circonscription, que 794 voix au premier tour, et 262 au second ! La perte du parti communiste, au premier tour, est donc non pas de 25 % sur 1928, mais de plus de 50 % ; au second tour, elle atteint 70 %. Tel est le résultat de la « politisation » de la grève de Vienne.

D'ailleurs, partout où il y a eu de grandes grèves conduites par les communistes, et où leur politique a pu, par suite, s'étaler dans toute sa splendeur, le résultat fut le même: à Belfort (grève des métallurgistes) la diminution des voix communistes est de 69 % ; dans le Jura (grève de Morez) la diminution est de 32 % ; alors qu'en moyenne, dans l'ensemble de la France, le parti communiste n'a perdu — ce qui est déjà pas mal — que 27 % de voix.

La C.G.T.U., dont le parti communiste voulait faire son recruteur, apparaît donc beaucoup plutôt comme son fossoyeur.

A propos des Assurances Sociales Dans notre numéro du 10 mai, nous avons publié la lettre d'un de nos lecteurs signalant que sur plus de 7 millions d'assurés, deux cent mille seulement étaient adhérents aux caisses ouvrières, et que c'était là un « bilan bien lamentable ».

A cela Réchou, l'auteur de l'article : « Une Caisse ouvrière, le Travail de la Somme », (« R.P. » d'avril), répond par les judicieuses observations quevoici

L'action de la classe ouvrière ne peut jamais se traduire par un bilan lamentable.

Tout le mouvement revendicatif de la classe ouvrière part d'une base qui est zéro. L'action ouvrière, avec plus ou moins de rapidité, aboutit à des avantages arrachés au capitalisme par les travailleurs. Nous devons donc considérer que tout ce que réalisent, par eux-mêmes, les travailleurs présente un bilan actif.

Particulièrement en ce qui concerne les assurances sociales, nous avons des raisons pour ne pas considérer l'effort ouvrier comme une quantité négligeable.

Les caisses ouvrières sont parties de zéro, alors que les caisses patronales bénéficiaient d'un apport de quelques centaines de mille de mutualistes. L'appui officiel, les cadres existants, la pression patronale, tout cela a favorisé le recrutement intensif des caisses mutualistes. Ce recrutement a d'ailleurs été aidé par la loi des assurances sociales qui a rattaché aux caisses mutuelles comme « présumés adhérents » tous les mutualistes, cotisants ou non, qui figuraient sur les registres des mutuelles.

En face de cette force de la mutualité, force officielle, subventionnée par l'Etat, les syndicats ouvriers ont réussi à « faire signer » plus de deux cent mille assurés, pour leur faire choisir les caisses ouvrières.

La valeur de cette action ne peut pas être fonction du nombre d'assurés: elle est surtout conditionnée par le fait que les travailleurs ont établi la preuve officielle qu'ils étaient capables de gérer et d'organiser eux-mêmes leurs caisses.

Cette preuve, maintenant établie vis-à-vis de tous, les caisses ouvrières doivent continuer la lutte pour prouver aux assurés qu'elles peuvent faire mieux que les caisses patronales ou départementales.

La caisse ouvrière, « Le Travail » de la Somme, a réalisé ce double but.

Ses effectifs ont doublé depuis le 1er juillet 1930.

Se conformant aux désirs des organisations ouvrières et en particulier de l'Union départementale des Syndicats Confédérés de la Somme, elle a été et elle restera la caisse «témoin».

Les tarifs de responsabilité qu'elle avait établis et qui, il y a un an, étaient taxés de tarifs de faillite, seraient actuellement adoptés par toutes les caisses (départementales, patronales et confessionnelles) si le ministère n'y avait pas mis un veto formel.

Non ! le bilan des assurances sociales ouvrières n'est pas lamentable.

La dialectique dans les mathématiques Un camarade, mathématicien de son métier, nous a écrit à propos de l'article sur la dialectique paru dans la « R. P. » d'avril dernier. Les considérations que sa lettre contient nous semblent si importantes que nous n'hésitons pas à les publier, bien que l'emploi de termes spéciaux au langage mathématique les rende peu accessibles à ceux de nos lecteurs qui ne sont pas quelque peu au courant de la technique mathématique. Mais d'une part, nos abonnés mathématiciens sont assez nombreux, et, quant aux autres, qu'ils veuillent bien prendre patience ; ces idées leur seront sans doute exposées, un jour, d'une manière plus développée, et, par suite, plus accessible à tous.

Je viens de lire l'Anti-Dühring d'Engels. Les exemples qu'il fournit de la dialectique dans les mathématiques me semblent loin d'être convaincants.

En revanche, là où la pensée dialectique me semble s'introduire en mathématiques, c'est dans la notion de nombre.

Il me semble incontestable que les seuls nombres dont on se soit servi au début de l'humanité sont les nombres entiers. Or l'emploi de ces nombres porte en lui-même une contradiction : le « décompte » des grandeurs indéfiniment divisables. Il est facile de compter une certaine quantité de moutons, on ne compte pas si facilement un certain nombre de pas : une distance, un poids, un prix ne peuvent généralement pas s'exprimer en nombres entiers. Les nombres fractionnaires me semblent être la synthèse relative à cette contradiction.

Les nombres irrationnels sont invention des Grecs anciens. Ils résolvent une autre contradiction: celle qui exprime que les nombres rationnels sont impuissants à mesurer toutes les grandeurs pour lesquelles ils ont été introduits, par exemple l'hypothénuse du triangle rectangle, le rapport de la circonférence au diamètre. Or, là où je vois le fait dialectique, c'est que l'étude de ces grandeurs ne peut être entreprise qu'avec les nombres rationnels, qui précisément sont impuissants à les mesurer.

De la même façon ces nombres permettent l'étude des grandeurs dirigées sans pouvoir les représenter convenablement, d'où une nouvelle contradiction, et une nouvelle synthèse: les nombres relatifs (positifs ou négatifs).

Les mathématiques n'ont pu étudier les équations qu'avec ces éléments — qui précisément ne suffisent pas à les résoudre — d'où nouvelle contradiction, et nouvelle synthèse: les nombres imaginaires, qui ne sont pas seulement, comme le croit Engels, pure imagination de l'entendement.

Et ce n'est pas encore tout. Les mathématiques actuelles élaborent la synthèse d'une nouvelle contradiction: l'impossibilité où l'on se trouve de représenter avec les nombres déjà étudiés la croissance des fonctions, le classement des infiniments petits, etc...

N'y a-t-il pas là un bel exemple de la pensée dialectique en mathématique?

Qu'en pensent nos camarades, spécialistes en la matière ?

NOTES ÉCONOMIQUES

Economie Soviétique

L'INEGALITE DES SALAIRES : SALAIRES EN ROUBLES ET SALAIRES EN MARCHANDISES

En commentant l'ordonnance sur les nouveaux salaires dans la métallurgie russe (« R. P. » de décembre 31), nous n'avions parlé que de l'inégalité des salaires en argent, les salaires en roubles, tels que ceux-ci étaient définis par l'ordonnance.

Dans l' « Ecole Emancipée » du 17 avril dernier, le camarade Hérard fait remarquer que les chiffres que nous avons indiqués sont bien exacts, mais que ce qu'il importe de considérer, ce n'est point le salaire en argent, mais le salaire **en marchandises,** ou, plus précisément, la quantité de marchandises que le salaire en argent permet d'acheter. Or si, en France, et dans tous autres pays que l'U.R.S.S., un salaire quinze fois supérieur permet d'acheter quinze fois plus de marchandises, il n'en est pas de même en U.R.S.S. du fait du rationnement dû à la pénurie des vivres.

Les trois prix d'une marchandise

On sait en effet, qu'actuellement, on peut en U.R.S.S. se procurer des marchandises de trois manières différentes : d'une part, en les achetant aux coopératives, auxquelles on ne peut acheter qu'en quantités strictement limitées, fixées par une carte d'alimentation analogue aux cartes de pain et de sucre durant la guerre ; — d'autre part, en les achetant aux magasins d'Etat, dans lesquels on peut acheter en quantités théoriquement illimitées, mais, pratiquement, dans les limites seulement où ces magasins sont approvisionnés (ce qui amène à y faire la queue des heures entières) ; — enfin sur le marché libre.

Or, les prix d'une même marchandise sur ces trois marchés sont extrêmement différents. Si bien qu'un rouble permet d'acheter plus ou moins selon qu'il est employé à acheter sur l'un ou l'autre de ces marchés, beaucoup plus s'il sert à acheter à la coopérative, où les prix sont relativement bas, que s'il sert à acheter au magasin d'Etat, et surtout sur le marché libre. La quantité de marchandises que l'on peut acheter avec un salaire donné dépend donc, dit le camarade Hérard, beaucoup plus des quantités de ce que l'on a le droit d'acheter à la coopérative, que du montant nominal du salaire.

Raisonnement exact, mathématiquement exact, mais à l'inverse de ce que semble croire Hérard, cela ne tend pas toujours à diminuer la différence entre les salaires, ni surtout à la diminuer dans les proportions où il le pense.

Cela pour plusieurs raisons.

Même le plus mal payé doit acheter ailleurs qu'à la coopérative

D'abord, les quantités allouées par les cartes d'alimentation sont tellement réduites que les plus modestes des ouvriers sont obligés d'acheter ailleurs qu'à la coopérative, une part très importante de ce qui leur est indispensable pour subsister. J'ai sous les yeux une lettre de fin mars d'un ouvrier européen travaillant depuis de très nombreuses années en U.R.S.S., où il est dit : « il faut acheter au prix fort (c'est-à-dire ailleurs qu'à la coopérative) la moitié des denrées alimentaires, et la presque totalité des vêtements et autres objets ». On peut donc admettre que, même les ouvriers les moins payés, doivent employer à des paiements au prix fort, la moitié environ de leur salaire. Les roubles qui forment la moitié de leur salaire, ne valent donc pas plus que ceux qui constituent le salaire des mieux payés. Pour la moitié du salaire, la proportion entre les salaires réels en marchandises et celle entre les salaires nominaux en argent sont identiques.

Avantages pour les mieux payés

Reste l'autre moitié. Il est évident que si les cartes d'alimentation sont les mêmes pour l'ouvrier et l'ingénieur, la presque totalité de cette moitié du salaire de l'ingénieur devra être employé en achats sur le marché libre et subira par conséquent une forte dépréciation, mais en est-il ainsi ? Celui qui a un fort salaire n'a-t-il pas des facultés d'approvisionnement plus grandes que celui qui a un faible salaire ?

Remarquons d'abord que le contraire serait bien extraordinaire. Tout l'effort de Staline, tel qu'il l'a lui-même ouvertement proclamé, tend, sous le prétexte d'accroître la production, à accroître les avantages conférés aux forts à bras et aux « techniciens ». Or, quel avantage serait-ce pour eux, si ce qu'on leur donnait d'une main, on leur retirait de l'autre, si à la politique d'inégalisation des salaires ne correspondait pas une politique d'inégalisation dans les facultés d'approvisionnement à bas prix ?

Et voici en effet ce que nous voyons dans l'article de l'ouvrier allemand qu'on trouvera d'autre part. Dans l'usine de cet ouvrier, les ingénieurs, étrangers il est vrai, avaient droit à toucher à la coopérative une ration « forte » (3 kgs. de beurre par exemple), alors que les ouvriers étrangers n'avaient droit qu'à la ration faible (un seul kilog) ; quant au directeur, non seulement celui-ci pouvait faire venir de la coopérative de Moscou tout ce qu'on ne trouvait pas à la coopérative du lieu, — et qu'on était par suite bien obligé d'acheter sur le marché libre même si on était en possession d'une carte d'alimentation y donnant droit — mais il avait le logement gratuit ! Pas de loyer à payer, voilà ce qui ne figure pas dans l'ordonnance sur les salaires, mais qui n'est pas fait précisément pour diminuer la valeur réelle du salaire des directeurs !

Il y a aussi les « tickets spéciaux ». Ce sont des tickets qui donnent droit à ceux qui sont déjà privilégiés par le salaire, les forts à bras, des avantages spéciaux pour leur approvisionnement. Ces tickets spéciaux ont pris un tel développement que ce sont leurs porteurs qui alimentent en grande partie le « marché libre », — revendant sur celui-ci, au prix fort, ce que leurs tickets leur ont permis d'acheter bon marché à la coopérative ou au magasin d'Etat. Les moins payés se trouvent ainsi obligés de racheter au prix fort aux mieux payés, ce que ceux-ci ont eu à prix réduit !

Inégalités sur inégalités

Par conséquent ce qu'il faut conclure de la remarque d'Hérard — remarque qu'il a eu tout à fait raison de faire et je m'excuse de ne pas avoir songé à appeler l'attention sur ce point, lors de ma note de décembre — c'est que : à côté et en plus de l'inégalité des salaires, il y a l'inégalité dans les conditions d'approvisionnement, celle-ci pouvant peut-être, dans certains cas, diminuer l'inégalité entre les salaires nominaux, mais susceptible au contraire, dans certains autres, de la renforcer.

La caractéristique fondamentale du régime stalinien est l'inégalité. L'inégalité sous toutes ses formes : l'inégalité dans les salaires en roubles, comme l'inégalité dans les possibilités de transformer ces roubles en marchandises, celle-ci compliquant celle-là, mais ne la supprimant point.

***

BAISSE DE LA PRODUCTION EN U.R.S.S. EN 1931

Des chiffres fournis à la 17ᵉ Conférence du Parti Communiste russe il résulte que la production métallurgique russe, non seulement n'a pas atteint, en 1931, les chiffres que prévoyait le plan quinquennal, ce qui ne serait pas très grave, mais que — ce qui l'est beaucoup plus — **elle a été en diminution sur ce qu'elle était l'année précédente.**

Voici les chiffres :

En 1930, la production de fonte avait atteint 5.330.000 tonnes, en 31 elle n'est plus que de 4.900.000 tonnes ; la production d'acier, qui avait atteint 6.023.000 tonnes n'est plus que de 5.350.000 tonnes ; celle des laminés tombe de 4.914.000 tonnes à 4.050.000 tonnes.

Par contre, la production de houille et de pétrole s'est accrue ; celle des tissus de coton est restée à peu près stationnaire.

Dans l'ensemble, la production, au moins en volume, a nettement baissé, ainsi qu'il résulte de l'un des meilleurs indices qui soit de la production d'un pays : la quantité de marchandises transportées par les chemins de fer. En effet, alors qu'en 1930 il avait été chargé sur les chemins de fer soviétiques 330 millions de tonnes de marchandises, il n'en a plus été chargé en 1931 que 254 millions.

R. LOUZON.

QUI CROIRE ?

L'agence Tass, agence officielle de l'U.R.S.S., adressait le 17 mai à la presse un communiqué daté de Moscou, se terminant ainsi :

D'autres sources émanent des bruits tendancieux concernant le prétendu danger d'une collision entre l'U.R.S.S. et le Japon.

Le but réel de ces publications provient ou bien d'un désir malintentionné de contribuer à ce que pareille rencontre ait lieu afin d'en tirer profit et de pêcher en eau trouble ou bien le permettre de réaliser des projets secrets déterminés.

Or, à ce moment même, toute la presse communiste, *Humanité* en tête, hurlait à la guerre imminente entre le Japon et l'U.R.S.S....

Qui croire ? l'agence Tass ou *l'Humanité* ?

Pour la renaissance du Syndicalisme

Le problème de la Lutte internationale

C'est le titre d'une étude de Fimmen parue dans la R. P. *du 15 janvier et du 1er février 1928.*

Les nécessités de la lutte internationale contre l'offensive capitaliste et la guerre, sont plus pressantes que jamais.

On se souvient sans doute de l'idée de Fimmen. Il l'a résumée en ces deux paragraphes :

« La voie la plus efficace et allant le plus droit au but serait de créer des liens organiques entre les Internationales professionnelles et la Fédération Syndicale internationale existante, afin que celle-ci se base à l'avenir sur les Internationales professionnelles en même temps que sur les Centrales nationales.

« Une Internationale qui se compose d'organisations poursuivant un but spécialement national et défendant particulièrement les intérêts des ouvriers d'un pays quelconque est en soi un illogisme. »

La question a été posée par Liochon, au dernier Comité National confédéral de la C.G.T. Jouhaux a répondu que baser la F. S. I. à la fois sur les centrales nationales et sur les internationales professionnelles (fédérations d'industries internationales) serait courir le risque d'une dualité dangereuse.

Dualité ?

Le secrétaire général de la C.G.T. a-t-il oublié que cette dualité est l'originalité même du syndicalisme français, qu'elle a assuré son indépendance et son rayonnement. C'est parce que chaque syndiqué est, en France, doublement organisé, sur la base industrielle et sur la base territoriale, en vue de la lutte professionnelle et de la bataille sociale, que la C.G.T. peut prétendre représenter le prolétariat dans toutes ses aspirations.

On a déjà noté d'ailleurs que c'était — avant-guerre comme après la scission — dans les Bourses de Travail, dans les unions locales ou départementales, que dominaient les éléments les plus fidèles à l'esprit de classe, les plus rebelles à la politique des états-majors confédéraux (1).

Dans l'Internationale, les rôles sont renversés. C'est naturellement la fédération professionnelle qui est le plus nettement ouvrier. Les centrales nationales ont trop tendance à considérer la « nation » comme une unité politique et économique, à se lier aux gouvernements d'aujourd'hui ou aux partis des gouvernements de demain.

Nous nous souvenons de l'attitude de la C.G.T. au moment de la stabilisation du franc, de son fameux programme de 1928, accepté par le parti radical. Et plus près de nous, les exemples américain, allemand et espagnol apportent à notre thèse des confirmations éclatantes et pénibles.

Les fédérations d'industries internationales peuvent seules entreprendre une action pratique contre le chômage, l'avilissement des salaires et pour la semaine de 40 heures. Seules, elles peuvent prévenir la guerre en troublant les industries qui la préparent.

Si elle ne se transforme pas dans le sens indiqué par Fimmen, la Fédération Syndicale Internationale ne sera qu'une doublure de la Société des Nations, dont les prophètes épuiseront en éloquentes prédications, toute leur capacité combative.

R. HAGNAUER.

---

(1) Encore faut-il qu'il existe des groupements de syndiqués et non seulement des unions de syndicats. Dans la Seine, par exemple, il faut déplorer la disparition des comités intersyndicaux et la faiblesse des cercles d'études locaux.

Carence parlementaire

La *R.P.* d'avril a signalé que les députés communistes n'étaient pas intervenus dans le débat sur l'avancement des instituteurs. Dans une récente *Ecole Emancipée*, le secrétaire de la Fédération Unitaire de l'Enseignement apporte quelques précisions sur ce silence.

« Nous avons tenté d'empêcher le vote sans débat. Nous avons documenté des parlementaires en temps opportun. Le 21 décembre dernier, notre secrétaire corporatif priait Fraisseix et Piquemal de faire opposition au vote sans débat et leur fournissait un dossier en vue de combattre le projet gouvernemental. Le 22 mars, il adressait à Fraisseix un télégramme lui renouvelant avec insistance notre demande d'opposition. Rien, absolument rien ne fut fait. La fraction communiste, par ignorance et par sectarisme, n'a pas daigné nous entendre ; elle a préféré suivre la Chambre et le Gouvernement... Nous le regrettons mais nous n'y pouvons rien. »

Mais si, nous y pouvons quelque chose:

Unité Syndicale qui mettra le Parlement devant une seule revendication par corporation et ne permettra pas aux parlementaires de jouer de nos divergences de vue;

Action directe qui ouvrira les oreilles des parlementaires les plus endurcis.

*
* *

La C.G.T., le 1er Mai et les élections

Un camarade d'une union départementale confédérée nous a écrit que, contrairement à ce que nous avions dit (*R. P.* du 10 mai), son Union n'avait pas été invitée par la C.G.T. à ne pas organiser de manifestations pour le 1er mai à cause des élections.

Or, voici le texte exact de la circulaire à laquelle nous faisions allusion, tel qu'il vient d'être publié par le journal *l'Effort* de Lyon:

Le 1er mai, cette année, tombe un dimanche, ce qui ne s'oppose nullement aux meetings, ni aux diverses formes de manifestations usitées par les organisations chaque année; mais il coïncide avec des élections législatives.

La C.G.T., sans intervenir dans le domaine électoral, ne peut cependant sous-estimer les préoccupations et l'absorption de l'esprit public le jour et ceux qui précèdent une consultation politique de cette importance.

De plus, nombreux sont les militants et les syndiqués retenus par des obligations et le concours qu'exige le parti auquel ils peuvent être affiliés. Cela est de nature à réduire les cadres indispensables pour l'organisation et la bonne tenue des meetings et manifestations.

Un autre côté nous préoccupe également. C'est celui de ne créer aucune confusion entre l'action de la C.G.T. et l'action électorale, confusion très difficile à éviter dans l'atmosphère que nous connaissons tous, que provoquent ces journées qui ne sont pas toujours sans passion.

Nous laissons cependant aux U.D. le soin d'examiner la situation de leur propre milieu, et de décider et de nous informer des décisions qu'elles auront prises...

Dans le cas où des meetings seraient organisés, les U.D. devront tenir compte des difficultés que la C.G.T. rencontrera elle-même pour disposer, comme chaque année, des délégués confédérés.

Signé: LENOIR.

Ajoutons qu'en conformité avec le dernier paragraphe, un orateur a été refusé par la C.G.T. à l'Union départementale de la Loire, malgré toute l'importance que présente la région de la Loire au point de vue ouvrier.

Les dockers suédois ont empêché le chargement de mitrailleuses à destination du Japon.

LITTÉRATURE PROLÉTARIENNE

Les *gens de lettres* ont créé autour de la littérature un tel malentendu qu'on a scrupule à parler de littérature prolétarienne et d'écrivains prolétariens. Ces mots jurent à être accouplés : il faut pourtant bien se servir d'eux puisqu'ils ont cours.

Toute discussion sur la littérature prolétarienne est dominée par cette constatation que Victor-Serge (1) met en évidence: des milliers de prolétaires qui savent lire ne lisent rien autre que leur journal parce qu'on n'écrit rien pour eux: rien qui touche à leur vie, rien qui touche à leurs espoirs, rien qui soit écrit dans leur langue — rien ou presque. « *Trente millions de travailleurs tiennent moins de place dans la littérature française que le « Faubourg Saint-Germain ». Les trente mille morts de la Commune... n'ont inspiré aux écrivains français que quelques œuvres à peu près introuvables aujourd'hui. La littérature connait mieux les pédérastes que les producteurs.* »

Le prolétariat ne prendra place dans la littérature que dans la mesure où des prolétaires écriront. D'ici, de là, une exception pourra surgir, elle n'infirmera point cette règle générale: on exprime ce que l'on est: Un bourgeois exprime la bourgeoisie — un prolétaire, le prolétariat.

Littérature populiste ou littérature prolétarienne?

Mais ici une première confusion est à éviter: les travailleurs seront-ils exprimés par une littérature populiste ou par une littérature prolétarienne?

La première prend les travailleurs dans leur immobilité et conte leurs peines et leurs joies comme des événements sans signification sociale. La deuxième s'efforce de les saisir dans leur mouvement (2) de classe et pose sur leur vie quotidienne le reflet des événements sociaux. La première n'est pas moins authentique, pas moins vraie que la deuxième: mais elle ne sert pas au prolétariat; et celui-ci exige que la littérature serve à quelque chose; ce qui l'a dégoûté dans la littérature bourgeoise, c'est précisément que, dans la majorité des cas, elle ne sert à rien. La bourgeoisie, classe assouvie et dilettante, peut se satisfaire d'œuvres qui sont ornement pur; le prolétariat, avide parce qu'insatisfait, ne peut s'en contenter. Il s'occupera des bibelots après avoir assuré son nécessaire. Ce qui l'intéresse dans le *Pain Quotidien* de Poulaille, ce n'est point la fidèle peinture d'une maison ouvrière avec ses bruits, ses cris, ses odeurs, ses cancans, c'est que Magneux va dans sa vie, en prolétaire conscient d'en être un; ce qui l'intéresse dans *A l'ancien Tonnelier* de Rémy, c'est le duel sourd de Collignon, appuyé par les guenillards de la zone, contre la police; ce qui l'intéresse dans l'*Usine* de Pallu, c'est avant tout le témoignage contre la dégradation que la production capitaliste lui impose.

Pas de littérature de parti

Mais si la littérature prolétarienne doit servir, il faut qu'elle se garde de la systématisation outrancière sous

---

(1). Victor Serge. *Littérature et Révolution.*

(2) Sans doute un des meilleurs « sujets » de roman prolétarien a-t-il été traité par Maximilien Gautier dans *les Forces* ; il s'est efforcé d'y peindre la transformation de la vie des artisans tisseurs au moment de la création des grandes usines.

peine de tomber dans le mensonge psychologique, le conventionnel de la propagande que nous dénoncions en janvier à propos du théâtre ouvrier, — sans trahir à la fois la littérature et le prolétariat. Elle doit fuir aussi le sectarisme théorique et partisan. Un roman n'est point thèse de Congrès. La thèse, œuvre rationnelle, s'appuie sur des connaissances précises; son rédacteur accomplit un acte dont tous les éléments sont délibérés. L'œuvre d'art, elle, traduit bien plus les puissances instinctives, sensuelles et sentimentales que rationnelles. Les hommes éminemment raisonnables — et raisonneurs — sont rarement des artistes, des créateurs. Une œuvre littéraire ne peut donc point s'aborder essentiellement avec des critériums qui, comme ceux des sciences sociales, relèvent purement de l'intelligence et c'est pourquoi on demeure étonné qu'à l'heure où la littérature prolétarienne ne fait que naître (3) un groupe d'écrivains proclame, en littérature, son orthodoxie communiste et étiquette d'autres écrivains: trotzkystes et sociaux-démocrates ! Nous tenons pour bien plus conforme aux intérêts d'une littérature de classe la position que Marc Bernard présente ainsi dans le Bulletin des *Ecrivains Prolétariens:*

Nous avons déclaré dans notre premier numéro que nous ne voulions pas être sous la dépendance d'un parti et devenir exclusivement ses porteurs de mots d'ordre. Il n'en faudrait pas conclure, naturellement, que nous professons un hautain mépris pour la politique. Toute notre activité prouve le contraire.

....

Nous ne voulons pas suivre dans nos œuvres un parti dans toutes les fluctuations et contradictions que la tactique du moment ou des hommes successivement à la direction lui dictent, défendre aujourd'hui ce que nous devrons condamner demain pour les besoins d'une politique faite au jour le jour, suivant les nécessités de l'heure. Je conteste que le rôle d'un écrivain révolutionnaire consiste en cela. Nous nous refusons par exemple à dire que Trotzky est un contre-révolutionnaire...

Nous nous refusons à dire que Nouvel Age *était une revue à tendance « fasciste », que Henry Poulaille est un agent de Poincaré, Martinet et Victor Serge des renégats. Il ne s'agit plus ici de politique, mais tout simplement d'honnêteté.*

Le rôle d'un écrivain révolutionnaire, à nos yeux, consiste moins à défendre, à répandre des calomnies de ce genre qu'à montrer dans son œuvre les raisons profondes, sur lesquelles tous les véritables révolutionnaires font bloc, qui exigent une transformation du monde.

Technique de la littérature prolétarienne

Que seront, techniquement parlant, les œuvres prolétariennes? Il serait hasardeux de vouloir le préciser à l'avance. Mais dès maintenant on a le droit de penser qu'on ne pourra les aborder avec les « jauges » qui servent depuis quelques dizaines d'années voire quelques centaines pour la littérature bourgeoise. L'une prétend au désintéressement tandis que l'autre veut *servir;* l'une naît de professionnels et est avant tout métier, l'autre vient d'amateurs et est sport et passion; l'une s'adresse à une classe saturée des jeux d'esprit, l'autre à une classe à l'esprit quasi vierge. Voilà qui laisse à présager bien des différences; la littérature prolétarienne se distinguera par le sérieux de ses sujets, son goût pour les plus larges problèmes humains qui seront en même temps normaux et actuels. Elle sera « primaire » en ce qu'elle partira de l'immédiat et du concret, en ce qu'elle se penchera sur le lieu commun et qu'elle s'attachera à éclairer des évidences — en ce qu'elle procèdera directement et non par allusions discrètes et par symboles voilés. Elle mettra les pieds dans le plat. C'est sa destination.

Elle ne reculera pas devant l'ample et le lourd — elle usera de coloris que l'on trouvera vulgaires. Elle bousculera la grammaire, que l'Académie vient de publier. Elle sortira des cadres consacrés par tous les côtés à la fois.

Jean Guéhenno dans *Europe*, en fait âprement reproche à Poulaille à propos de son *Pain Quotidien*. A l'en croire, ce dernier aurait manqué aux règles. Quelles règles ? Guéhenno les laisse dans le vague. Mais, il n'est que trop clair que quatre-vingt dix pour cent au bas mot des œuvres construites selon les règles par des gens du métier sont illisibles pour les masses; la niaiserie des sujets jointe à la suffisance des développements et à la recherche de la langue les font ranger dans ce que Voltaire appelait le « genre ennuyeux ». Alors? Y a-t-il des règles immuables dans la construction des bâtisses et celle des romans? La règle de Victor Hugo est-elle celle de Racine ? celle du *Tourbillon* de Jack London, est-elle celle de *Vol de Nuit*? celle des *Rapaces* d'Ehrenburg, celle du *Mannequin d'Osier* ? Et même s'il y a des règles générales, croit-on que les écrivains prolétariens ont à les apprendre dogmatiquement ? Chaque homme, chaque race, chaque civilisation, chaque classe a à refaire toute entière l'expérience de la vie, à retrouver par sa propre recherche, à travers ses propres erreurs, les règles les plus nécessaires. Le pédagogue n'éduque pas l'enfant, le Français ne civilise pas l'Arabe, la littérature bourgeoise n'enseigne pas la littérature prolétarienne. Aussi lorsque Guéhenno — à l'ordinaire plus patient — dit, en bref, aux prolétaires : « Vous ne savez pas le métier d'écrire, n'écrivez plus », nous demeurons étonnés. Nous pensons, au contraire, que notre classe ne créera sa littérature qu'au prix de mille essais. La classe bourgeoise a mis quelque cinq cents ans pour trouver son expression classique. Nous demandons pour la nôtre un large crédit.

*
* *

Que l'on excuse ces longues considérations qui ne sont étrangères à nos préoccupations syndicales qu'en apparence. Si le Syndicalisme doit tendre, selon la forte expression de Lagardelle, à constituer la classe ouvrière comme un Etat dans l'Etat — et nous le pensons — rien ne peut lui être étranger. Nous voudrions le voir se préoccuper d'organiser ses œuvres entièrement autonomes dans tous les domaines: ses écoles comme en Angleterre, ses salles de cinémas comme l'Eglise catholique, ses journaux, ses livres, ses disques, ses films... Cela c'est un morceau de la Révolution — qui ne dispense point des autres combats mais qui les rendra plus efficaces.

B. GIAUFFRET.

(3) En tant que mouvement théorique — car on retrouve dans le passé parfois même lointain — des œuvres de résonnance prolétarienne évidente.

Plus que jamais, la classe ouvrière devra avoir compris pendant cette crise qu'elle ne peut pas s'attendre à une chute du capitalisme résultant uniquement du développement de l'économie capitaliste. Le capitalisme ne périra pas à la suite de ses contradictions internes, si le prolétariat subit avec résignation les conséquences de la crise et néglige de prendre son sort entre ses mains.

(De *I.T.F.*, organe de la fédération internationale des Transports).

FAITS & DOCUMENTS

Une conférence internationale des partis socialistes de « gauche » Les partis socialistes de « gauche », dont les uns n'adhèrent à aucune Internationale, comme le «Parti Ouvrier» de Norvège, et comme les partis nouvellement constitués en Allemagne (« parti socialiste ouvrier ») et en Hollande (« parti socialiste indépendant ») — et dont les autres continuent au contraire à adhérer à l'Internationale Socialiste (« Parti ouvrier indépendant » d'Angleterre, « Bund » et « Parti socialiste ouvrier indépendant de Pologne ») ont tenu, le mois dernier, une conférence commune à Berlin. En voici le compte rendu, tel que le donne, dans le « New Leader », Fenner Brockway, président du Parti Ouvrier Indépendant d'Angleterre, et délégué à cette conférence :

La discussion principale eut trait à la coordination internationale de l'activité des différents partis et groupes de gauche. Des décisions détaillées furent prises dans le but de rendre les contacts plus étroits et plus constants, et de les étendre à d'autres partis et autres groupes. Il fut décidé également de demander aux partis allemand, hollandais, anglais et norvégien de désigner des représentants chargés, chaque fois que l'occasion s'en présentera, d'établir une action commune dans des buts définis. Ces représentants se rencontreront au Congrès du Parti Socialiste Indépendant hollandais, à la fin d'août.

La conférence a refusé délibérément de créer une organisation permanente ou même de désigner un comité permanent. Il fut franchement reconnu qu'il y avait des différences d'opinion sur la question de l'affiliation à l'Internationale Socialiste, et que l'intérêt de créer une nouvelle organisation internationale n'apparaissait pas nettement. Mais chacun avait le désir d'établir une coopération complète en ce qui concernait les buts et l'activité des différents partis, et réalisait aussi que l'appui donné aux nouveaux partis allemand et hollandais, qui s'opposent aux partis social-démocrates de leurs pays, pourrait être l'occasion d'une attaque de la part de l'Internationale Socialiste.

LA SITUATION EN ALLEMAGNE ET EN HOLLANDE

Parmi les rapports sur la situation de la « gauche » dans les différents pays, ceux de l'Allemagne et de la Hollande présentaient un intérêt particulier.

Le nouveau parti allemand était encore sous l'impression des récentes élections prussiennes, où ses candidats n'eurent pas grand succès. L'opinion générale était que celui-ci avait brisé trop tard avec la social-démocratie pour pouvoir se faire une place importante, au point de vue électoral, entre la social-démocratie et le parti communiste, et que le rôle spécial du parti serait de constituer un lien entre les militants du rang des partis socialistes et communistes, pour qu'ils forment un front unique contre les attaques dirigées contre le niveau de vie de la classe ouvrière et contre le fascisme, ainsi également que pour l'offensive pour la réalisation du socialisme.

La gauche hollandaise est en meilleure posture. Elle n'a pas, en face d'elle, un parti communiste fort. En un mois 78 sections du nouveau parti ont été constituées, et plus de 6.000 membres se sont fait inscrire. Cela est à mettre en regard, d'une part des 3.000 membres du parti communiste, et d'autre part, des 75.000 membres du parti social-démocrate. Beaucoup de secrétaires de syndicats ont rejoint le nouveau parti, et un grand nombre de membres des jeunesses et de la fédération sportive y adhèrent. La gauche hollandaise s'organise avec un grand enthousiasme et constitue certainement une réelle force.

LA CRISE ECONOMIQUE ET LES DANGERS DE GUERRE

La conférence discuta en détail la politique à suivre, en face de la crise mondiale du Capitalisme et des dangers de guerre. Sur ces deux points, de longues résolutions furent adoptées.

La crise économique fut reconnue comme dénotant la décadence du Capitalisme, décadence hâtée par le contraste avec la Russie socialiste et la révolte des peuples coloniaux. Les partis capitalistes essaient de faire face à la crise en substituant la dictature à la démocratie ; la classe ouvrière, de son côté, tout en utilisant le Parlement, doit reconnaître que le pouvoir ne peut être conquis par des moyens parlementaires, mais seulement par une action révolutionnaire, dont le début doit se manifester par la constitution d'un front unique, spécialement au moyen des syndicats, contre les attaques capitalistes et fascistes, puis se développer jusqu'à une lutte décisive et finale pour le Socialisme.

La résolution sur le danger de guerre s'inspire des mêmes idées. Les antagonismes économiques, intensifiés par la crise mondiale et les succès de la Russie socialiste, accroissent les tendances à la guerre du capitalisme. Les propositions de désarmement des gouvernements capitalistes ont pour but de tromper les travailleurs, et doivent être dénoncées. Dans le cas où une guerre éclaterait, la fabrication et le transport des munitions doivent être arrêtés, la grève générale proclamée et l'occasion doit être saisie pour renverser le capitalisme.

Le capitalisme d'Etat en Allemagne. Dans l'**Europe nouvelle**, Marcel Ray décrit ainsi l'actuelle transformation du système économique de l'Allemagne :

Bien plus significative encore est la révolution invisible ou insensible qui s'accomplit en Allemagne depuis quelques mois. Il se peut que le pays ne change pas de régime; mais il change complètement de structure. L'idée prussienne de l'Etat-roi, maître absolu des personnes et des choses, fleurit et s'épanouit dans une perfection fantastique. L'étatisme de M. Brüning n'a rien à envier à celui de Hitler. L'Etat allemand contrôle toutes les banques et tous les mouvements de fonds; il fait vivre l'immense armée des chômeurs; il domine par les subventions qu'il accorde, retire ou mesure à son gré, toutes les grandes entreprises industrielles et commerciales, dont aucune n'est plus viable sans son secours. Une nouvelle constitution économique, superposée à la Constitution de Weimar, supprime toute liberté, au sens manchestérien du mot; elle intervient même pour fixer l'échelle des traitements et salaires privés. Cette constitution n'a pas d'auteur; cette dictature n'a pas de dictateur. Chaque mesure isolée a été prise sous l'empire de la nécessité; mais toutes les mesures convergent vers un système d'économie dirigée et close aussi strict que celui des Soviets. Voilà le fait qui domine de très haut les vicissitudes de la politique. La révolution allemande s'achève sous nos yeux, alors que nous nous obstinons à la situer dans l'avenir.

La Chine doit-elle résister aux envahisseurs ? Telle est la question que pose un article du bulletin de la fraction « anationale » des espérantistes ouvriers, qu'on nous demande de faire connaître à nos lecteurs, ce que nous faisons bien volontiers. Nous le faisons suivre de l'opinion d'un autre grand « anational », Elisée Reclus, extraite d'un article qu'il publia dans l'« Humanité Nouvelle » à l'occasion d'une tentative de résistance offerte par les Chinois aux armées euro-

péennes après l'insurrection des Boxers. La récente résistance des armées chinoises à Shanghaï rend plus actuelle encore l'opinion de Reclus.

Mil neuf cent quatorze: La IIe Internationale est alors la seule organisation politique ayant des millions de membres à travers le monde et quelques centaines de députés dans les Parlements de divers pays. Auparavant, dans les congrès internationaux, les délégués avaient coutume de parler avec emphase en faveur de la paix et de la fraternisation des ouvriers du monde entier. Le 2 août, la guerre éclate: Que voyons-nous ? Les chefs socialistes français et belges lancent aussitôt des appels enflammés pour défendre le pays contre l'impérialisme allemand. En France, même les chefs syndicalistes anarchisants recommandent également de prendre part à la guerre pour défendre la démocratie et l'originalité du syndicalisme français.

En Allemagne, les chefs politiques et syndicaux lancent à leurs adhérents des appels non moins ardents pour défendre la culture germanique contre la barbarie tsariste, contre la France décadente et contre l'hypocrite et perfide Albion.

Et il en fut ainsi: des deux côtés, pendant quatre ans, des millions de prolétaires ont fait la guerre, ont été blessés ou sont morts misérablement pour leurs patries respectives.

Mil neuf cent trente deux: Il existe deux Internationales: la socialiste et la communiste. Que voyons-nous ? L'impérialisme japonais envahit la Chine comme l'impérialisme allemand la Belgique et la France en 1914. Quelle est l'attitude des deux Internationales devant ce fait ? Elle est tout à fait semblable à celle de la IIe Internationale, il y a 18 ans... Voici ce que dit le parti social-démocrate chinois: « Le sang coule en Chine. L'impérialisme japonais avec ses canons, ses cuirassés et ses avions menace les travailleurs chinois... Le militarisme japonais tend à la conquête du pays tout entier. Les troupes se conduisent comme de véritables bandits qui massacrent une population paisible... »

Je me souviens d'avoir entendu la même chose quand les armées allemandes entrèrent en Belgique. Et qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que l'on vise à influencer les esprits pour qu'ils résistent « héroïquement » aux envahisseurs.

La IIIe Internationale rend même des points à la IIe dans cette agitation patriotique. Elle accuse le Kuo-min-tang de ne pas lutter avec suffisamment d'énergie contre les japonais et de trahir ainsi le pays.

Cette agitation porte ses fruits: Des milliers de prolétaires chinois s'enthousiasment et sont prêts à sacrifier leur vie pour défendre... leur misère. Et cette tragi-comédie se répètera jusqu'au jour où les travailleurs comprendront qu'ils n'ont aucun intérêt à défendre « leur » pays; que la seule guerre profitable pour eux ne peut être que la lutte de classe.

Les prolétaires chinois sont de ceux qui ont les plus mauvaises conditions de vie dans le monde entier. Qu'on s'imagine que dans le grand port de Shanghaï il n'y a pas de grues pour charger et décharger les bateaux. Pourquoi un tel honteux état de chose peut-il encore exister ? Parce que les moteurs à riz (les ouvriers chinois se nourrissent presque exclusivement de riz) coûtent moins cher que les moteurs à charbon ou à pétrole. Ainsi, 20 à 30.000 coolies suent et peinent pendant de longues heures pour un salaire misérable. A cause du bon marché des « moteurs à riz » il y a aussi des hommes qui courent comme des chevaux pour transporter dans de petites voitures d'autres hommes, des messieurs.

A nos frères chinois disons simplement: « Ne vous laissez pas tromper par vos adversaires de classe: les étudiants et autres intellectuels ont peut-être un intérêt à défendre l'indépendance de la Chine mais pas vous. Ils appartiennent à la classe bourgeoise et ne veulent pas partager la plus-value avec les exploiteurs étrangers. Exigez de préférence un salaire plus élevé, un temps de travail moins long, groupez-vous dans des organisations de classe et unissez-vous avec les autres travailleurs du monde entier pour pouvoir lutter avec plus de succès ! Apprenez que cette lutte de classe doit durer jusqu'au jour où le capitalisme sera vaincu sur toute la surface de la terre; pour entretenir des relations avec vos frères de classe du monde entier il faut que vous puissiez réciproquement vous comprendre, dans ce but apprenez l'Esperanto et préparez-vous mentalement à devenir de véritables anationalistes. »

C'est ainsi, en effet, que je voudrais parler aux martyrs abusés de Shanghaï. Mais naturellement mon désir est vain: Les chefs chinois et ceux qui aspirent à le devenir ont intérêt à parler un langage patriotiquement chinois pour tromper les exploités de là-bas.

L'humanité avance dans le sang et la souffrance; elle peut seulement apprendre de ses erreurs. Mais cette constatation ne signifie nullement que ceux qui voient clair doivent agir comme les aveugles. C'est pourquoi les anationalistes ne mêlent pas leurs voix à celles des membres de la IIe et de la IIIe Internationale.

PANOCRATE.

* * *

Et voici maintenant, sur la même question, ce qu'écrivait Elisée Reclus :

La Chine s'est ressaisie, en montrant à l'Europe que, elle aussi, elle peut se renouveler, s'accomoder au milieu, du moins en matière de combats, et qu'elle sait se procurer des canons Krupp, en fabriquer même, apprendre à s'en servir. Les Célestes seront d'autant plus respectés dans l'avenir qu'ils se seront mieux défendus. On les traitait de « quantité négligeable », mais ils existent bel et bien, et l'on devine qu'à des échéances prochaines cette mer d'hommes pourra se soulever pour engloutir ses assaillants. On triomphera des armées, mais que faire à la longue contre la volonté tenace, contre l'opinion unanime de trois ou quatre cent millions d'hommes?

Elisée RECLUS.

12 août 1900

SOUSCRIPTION TOM MOONEY

Louis Hobey, 10; Syndicat de l'Alimentation d'Amiens et quête après conférence de Barbet sur l'affaire Tom Mooney, 86,55; Mme Paul Guieysse, 10; Jules Guieysse, 20; Antoinette Guieysse, 10; Louise Rivet, 15; Raguier, 50; Mlle S. Pétrement, 10; Marie Guillot, 20; Jeanne Loton, 5; Cornec, 10; Anonyme (Finistère), 5 fr.

Total: 251,55
Total précédent: 1.115, »

1.366,55
Double emploi: 100, »

Total rectifié: 1.266,55

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

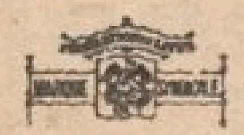
M. et Mme Weil (Paris), 100; Giauffret (A.-M.), 50; Marie Guillot (S.-et-L.), 100; Susini (Corse), 100; Choisy (Seine), 100; Fronty (Seine), 50 fr.

Total: 500 francs.

SOUSCRIPTIONS DE MAI

A. Pelletier (Paris), 5; Marguerite Poulier (Rhône), 10; Boville (Paris), 10; G. Claveyrolas (Loire), 10; Andrieu (Hérault), 10; P. Thève (Loire), 10; Durand (Seine), 10; Laborde (Rhône), 10; Foucaud (Paris), 10 fr.

Total: 85 francs.



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET Cie
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.